

Toutes et tous, ensemble, mobilisé-es le 04 février

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une période bouleversante, attaques aux libertés publiques, crise sanitaire, économique, sociale et environnementale. Depuis de nombreux mois, les salariés ont su répondre présents quel que soient les secteurs d'activités, santé, aide à la personne, commerce, industrie... L'utilité sociale de ces métiers a été parfois applaudie sans pour autant bénéficier d'une quelconque reconnaissance, pire certains profitent de la crise pour licencier...

Pas une journée ne passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou de restructurations et de réductions de services. Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé et le public.



Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Les jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim.

A cela s'ajoute la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ces mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Par contre, les gagnants sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt. Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires. C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement.

Rien pour les petits salaires, Rien non plus pour les 1ers de corvée, Rien pour les soignants, Rien pour l'ensemble des fonctionnaires, Rien pour les personnels de l'Education Nationale...

Nous affirmons au contraire que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique impose la création de millions d'emplois par une plus juste répartition des richesses. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

**RASSEMBLEMENT JEUDI 4 FEVRIER
2021**

**10H – PREFECTURE
BOURG EN BRESSE**

***** Port du masque SVP *****

Contact : Union Départementale des syndicats
CGT de l'Ain : ud1@cgt.fr

LE 4 FÉVRIER 2021, POUR L'EMPLOI, TOUTES ET TOUS MOBILISÉ.E.S

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire due au Covid-19, aggravant la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. Y compris dans la grande distribution et les entreprises du numérique, les célèbres GAFAM (Google, Facebook, Amazon...), alors que leur chiffres d'affaire a explosé suites aux mesures sanitaires !

La grande majorité des entreprises a saisi l'opportunité d'une baisse temporaire d'activité pour restructurer et accroître le niveau de productivité au moment de la reprise.

Elles en ont ainsi profité pour supprimer des dizaines de milliers de d'emplois.

Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligés de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

La pauvreté se développe alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles.

Des Milliards d'argent public pour supprimer des emplois, c'est inadmissible !

Il n'y a pas de fatalité. Tout est une question de choix, c'est pourquoi la CGT propose des solutions concrètes et immédiates :

- ◆ L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi en cours ou survenus durant l'année 2020 ;
- ◆ La conditionnalité de toutes les aides publiques au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- ◆ La suppression des dividendes versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;
- ◆ Le développement des services publics sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont près de la moitié dans la santé et l'action sociale ;
- ◆ La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous ;
- ◆ Une autre réforme de l'assurance chômage avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- ◆ Une sécurité sociale professionnelle permettant un déroulement de carrière progressif quels que soient les aléas de la vie au travail ;
- ◆ Une revalorisation des salaires sur la base d'un Smic à 1800 euros brut et des pensions ;
- ◆ La retraite pour toutes et tous à 60 ans.

Bureaux d'embauche

La sortie de crise ne pourra passer que par la création massive d'emplois en obligeant les entreprises qui reçoivent des millions d'euros d'aides publiques à embaucher, à investir dans le développement industriel plutôt que de gaver les actionnaires. La CGT de l'Allier appelle les travailleuses et les travailleurs à se mettre en grève et à participer à nos rassemblements et bureaux d'embauche le 4 février 2021. Nous invitons la population, les personnes privées d'emploi à venir déposer leurs lettres de motivation et CV que nous ferons remonter aux directions d'entreprises et administrations. Car contrairement à ce qui peut être dit à longueur de temps, les salariés, aujourd'hui privés d'emploi, aspirent à une seule chose, pouvoir être embauchés sur des emplois stables, à temps plein et correctement rémunérés.



Rassemblements avec bureaux d'embauche à 10h30, jusqu'à 14h30 devant les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) :

- ◆ Montluçon, 31-35 quai Louis Blanc (bâtiment IFAG)
- ◆ Moulins, 17 cours Jean Jaurès
- ◆ Vichy, 5 à 15 rue Montaret

Alerte Sociale à la Population :

Le Jeudi 4 Février :

Se Mobiliser, Une Nécessité



Les « politiques d'exception » liées à la crise sanitaire ont été prolongées jusqu'à une date indéterminée. Celles-ci sont l'occasion de remettre en cause des pans entiers de notre modèle social. Pour ce faire, Macron, avec son gouvernement, use et abuse de la remise en cause de nos libertés fondamentales en imposant notamment des couvre-feux, souvenir insupportable de notre histoire passée.



En attendant la jeunesse trinque avec une vague de troubles dépressifs et de suicides, le télétravail se met en place à marche forcée sans réelles négociations pour encadrer celui-ci et nos anciens se retrouvent cloîtrés chez eux ou dans les EHPAD d'où un aggravement du sentiment de solitude. La crise ne doit pas servir d'alibi au gouvernement pour imposer l'isolement comme nouvelle norme de vie en société.

Les Services Publics continuent d'être démantelés : la santé, l'éducation nationale, l'énergie, les collectivités territoriales, l'Etat et la sécurité sociale. Les personnels des Services Publics et d'autres professions (Caissières, Aides à Domicile, Ripeurs, Agents de nettoyage ...) ont fait partie des premiers de corvée. Or, à l'heure actuelle, la reconnaissance de leur utilité professionnelle n'a pas été à la hauteur des propos du Président concernant la revalorisation salariale de ces métiers.

Mais, Macron et son gouvernement n'en ont que faire. Ils poursuivent donc ces politiques de destruction. Faut-il être inconscient pour poursuivre ce qui a engendré cette situation, ou les enjeux financiers sont-ils plus importants pour notre Président que la santé de nos concitoyens ?



Alors que les grands patrons ont bénéficié de milliards d'euros de notre argent public, le MEDEF en veut encore plus. Son président, Geoffroy Roux de Bézieux, plaide pour que ça soit à nouveau les salariés qui paient l'addition pour eux. Il a d'ailleurs remis sur la table l'idée d'un allongement de la durée de cotisations pour la retraite pour réduire les déficits. Curieusement à aucun moment, il n'a émis la possibilité d'abandonner le versement des dividendes au profit de l'intérêt national ! Pour le moins étrange, non ?

Bien sûr que non, ça fait des décennies, voire des siècles, que le grand patronat exploite les travailleuses et les travailleurs. La lutte des classes n'a jamais cessé. Les riches continuent de faire la guerre aux classes les plus modestes. Ils ont toujours voulu récupérer ce qu'ils avaient été obligés de lâcher suite à la seconde guerre mondiale du fait de leur participation à la collaboration au régime de Vichy et l'aide fournie aux nazis.



Consciente de sa responsabilité dans la période, la CGT ne peut pas laisser entériner tous ces reculs sociaux au prétexte de la pandémie.

La CGT s'est toujours battue aux côtés des travailleuses et des travailleurs. Elle continuera à se battre à leurs côtés pour un avenir synonyme de progrès social.

Mais, la CGT a besoin du soutien de l'ensemble du monde du travail et au-delà de toute la population pour imposer ses revendications de justice sociale, à savoir :

- Une véritable politique de défense et de développement du Service Public Hospitalier avec une prise en charge à 100% de tous les soins par la Sécurité Sociale,
- Le retrait immédiat de la loi de sécurité globale,
- Le retrait immédiat du projet de loi de réforme des retraites avec le maintien et l'amélioration de notre système de retraite par répartition,
- Le retrait immédiat du projet Hercule,
- Une nouvelle négociation sur le télétravail afin de mettre en place de véritables règles imposées à l'employeur,
- Une véritable politique d'aide pour les jeunes, y compris avec un suivi psychologique pour celles et ceux en ayant besoin,
- La mise en place d'une véritable politique éducative de haut niveau avec des moyens supplémentaires pour pouvoir appliquer les protocoles sanitaires,
- La mise en place de l'égalité femmes – hommes,
- L'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux.



C'est pourquoi la CGT de l'Ardèche appelle à la grève toutes les travailleuses et les travailleurs. Elle invite toutes les citoyennes et les citoyens à participer massivement aux manifestations du Jeudi 4 Février 2020 :

- **à PRIVAS** : 10h30 à la Préfecture
- **à ANNONAY** : 14h00 à la Gare Routière – Super U
- **à AUBENAS** : 14h00 à l'Agora – Champ de Mars



En

2021

déconfinons les luttes



L'Emploi : le vaccin contre la précarité



- L'Emploi dans les entreprises pour fabriquer et produire en France.
- L'Emploi dans les services publics et l'abandon du projet de loi 4D et de la marche forcée vers une vente à la découpe de la fonction publique.
- L'emploi dans le secteur de la Santé pour soigner tout le monde et répondre à tous les besoins.

STOP aux licenciements dans les entreprises

qui perçoivent des aides de l'ETAT !

Le gouvernement nous impose des mesures drastiques pendant cette crise sanitaire qui amplifient d'autant les politiques successives de casse de l'Emploi.

- Dans le Privé, plus de délocalisations
→ mais au contraire des relocalisations,
- Dans le Public : arrêt de la fermeture ou de la réorganisation des services,
→ l'Emploi permettra leurs maintien ou leur réouvertures.
- Dans la santé : STOP à la suppression de lits,
→ réouverture de services, formation du personnel et emploi de personnels qualifiés.



Préserver l'Emploi et la Santé = une question de volonté politique.

Rassemblement jeudi 4 février 2021 devant la préfecture à 10 h 30

Dans le respect des règles sanitaires et port du masque obligatoire

Drôme
26

la
cgt

Union Départementale

Jeudi 4 Février



La crise économique et sanitaire se poursuit, dégradant les conditions de vie de la quasi-totalité de la population.

La gestion chaotique de la situation par le gouvernement trouve sa source dans le fait que la seule chose qui compte pour Macron and Co se sont les profits des actionnaires et des plus riches.

Depuis bientôt un an, les mesures mises en place pour contenir la pandémie ce sont, des couvre-feux et des confinements.

Macron donnent des milliards aux entreprises du CAC 40 comme Total, Sanofi et beaucoup d'autres qui se les reversent en dividendes, alors qu'en même temps, elles lancent des plans de milliers de suppression d'emplois.

Rien n'est fait pour embaucher massivement dans la santé, l'éducation et le développement des services publics pour répondre à l'urgence de millions de travailleurs sombrant dans la pauvreté.

Un million de chômeur en plus depuis un an et des milliers de petits commerçants sont proches de la banqueroute, pourtant Macron ne veut pas taxer le grand capital pour équilibrer la situation.

Les modalités d'encadrement du travail vont de pire en pire et l'état d'urgence sanitaire permet, par des accords d'entreprises de baisser les salaires tout en augmentant la charge et la durée de travail, mais aussi les suppressions d'emplois.

Castex veut rouvrir le dossier des retraites, de baisse des allocations chômage et détruire la sécurité sociale.

Pour obtenir des avancées sociales, il va falloir construire un front uni des organisations syndicales, politiques et associatives qui veulent lutter pour les travailleurs et la population.

Pas de temps partiel imposé, pas de salaire mensuel en dessous de 1800 Euros par mois.

Il faut le monopole public de la santé, éliminer les brevets qui créent de la spéculation et rendent impossible la circulation du vaccin du covid.

La CGT souhaite une politique de défense de l'emploi, de revalorisation des salaires et de la défense de la sécurité sociale pour tous !



**Rassemblement à 14H
A LA FONTAINE MONUMENTALE
DE VALENCE**

GRÈVE GÉNÉRALE

INTER-PROFESSIONNELLES

Jeudi 4 Février 2021

A 14H

A LA FONTAINE
MONUMENTALE
DE VALENCE

Rassemblement & Manifestation

POUR
la préservation
et le développement
de l'EMPLOI et des
SERVICES PUBLICS

CONTRE
la PRÉCARITÉ



Contact Infos : 04 75 56 68 68



4 février à 14 h

Appel à la grève interprofessionnelle

RDV devant le palais des congrès

La crise économique et sanitaire se poursuit dégradant les conditions de vie de la quasi totalité de la population.

La gestion chaotique de la situation par le gouvernement trouve sa source dans le fait que la seule chose qui compte pour Macron and Co se sont les profits des actionnaires et des plus riches.



Depuis bientôt un an, les mesures mises en place pour contenir la pandémie ce sont les couvre-feux et les confinements.

Macron donne des milliards aux entreprises du CAC 40 comme Total, Sanofi et beaucoup d'autres qui se les reversent en dividendes, alors qu'en même temps, elles lancent des plans de milliers de suppressions d'emplois.

Rien n'est fait pour embaucher massivement dans la santé, l'éducation et le développement des services publics pour répondre à l'urgence de millions de travailleurs sombrant dans la pauvreté.

Un million de chômeurs en plus depuis un an et des milliers de petits commerçants sont proches de la banqueroute pourtant Macron ne veut pas taxer le grand capital pour équilibrer la situation.

Les modalités d'encadrement du travail vont de mal en pis et l'état d'urgence sanitaire permet des accords de performances qui baissent les salaires tout en augmentant la charge et la durée de travail.

Castex veut rouvrir le dossier des retraites, de baisse des allocations chômage et détruire la sécurité sociale.



Pour obtenir des avancées sociales, il va falloir construire un front uni des organisations syndicales et politiques qui veulent lutter pour les travailleurs et la population.

- Pas de salaire mensuel en dessous de 1800 Euros par mois, ni de temps partiel imposé.
- Il faut partager le temps de travail : 32 heures maxi pour l'ensemble des salariés sans perte de salaire jusqu'à la résorption du chômage.
- Il faut le monopole public de la santé et éliminer les brevets qui créent de la spéculation et rendent impossible la circulation du vaccin du Covid.
- Nous devons changer de pouvoir en mettant en place un gouvernement au service des travailleurs.

Seule alternative à la politique de ce gouvernement: S'organiser pour gagner sur nos revendications Toutes et tous mobilisé·es le 4 février !

Malgré les conséquences économiques, sociales, environnementales et désormais sanitaires des politiques ultralibérales menées depuis des années, le gouvernement persiste et signe dans sa stratégie du choc.

Alors que le Président de la République reconnaissait il y a moins d'un an la nécessité de sortir la santé du secteur marchand, les lits et les services continuent à fermer à l'hôpital public, les personnels sont toujours maltraités, et le secteur est de plus en plus confié aux intérêts privés !

Dans les faits, les mesures prises par l'exécutif pour officiellement faire face à une pandémie présentée comme sans précédent, protègent les intérêts des plus aisé.e.s et des grands groupes au détriment des salarié.e.s et de l'ensemble de la population.

En effet, ces politiques gouvernementales plongent une grande partie de la population - notamment la jeunesse et les travailleuse.eur.s indépendant.es et salarié.es de la culture, du tourisme, de l'hôtellerie comme de la restauration... impacté.e.s par les fermetures administratives - dans la précarité et la pauvreté. En guise de solidarité, les actionnaires et les patrons des grosses entreprises bénéficient de réductions d'impôts et de milliards d'euros pour la « relance », alors même qu'ils multiplient les plans de licenciements.

Dans le même temps, le SMIC est revalorisé à moins de 1%, le point d'indice des fonctionnaires reste gelé, la menace de la réforme de l'assurance chômage pour les travailleur.euse.s les plus précaires est toujours présente, de même que la contre-réforme des retraites, le bac est remis en cause et les étudiant.es interdit.es d'étude pendant que les contre-réformes se multiplient dans l'Education nationale ! Nous ne pouvons pas accepter qu'une génération de jeunes soit sacrifiée !

Ce n'est pas d'un « plan de relance » dont nous avons besoin mais d'un plan de rupture avec les logiques du capital. Nous exigeons :

- L'arrêt des plans de suppressions d'emplois et des licenciements,
- La revalorisation des salaires, minimas sociaux et pensions de retraites,
- Des aides publiques uniquement pour le maintien et la création d'emploi, pour le développement de filières industrielles et soucieuses de l'environnement et des conditions de travail des salarié.e.s,
- La suppression des dividendes versées aux actionnaires en 2020 pour les réinjecter dans le social, l'économie et l'environnement,
- Le développement des services publics, ce qui passe par la création massive de postes, en particulier dans l'enseignement et la santé,
- La réduction du temps de travail,
- L'abrogation de la réforme de l'assurance, chômage et l'ouverture des droits pour tou.te.s : les salarié.e.s ne sont pas responsables du chômage de masse,
- La fin du pillage de la Sécurité sociale pour qu'elle puisse protéger à 100% contre les aléas de la vie,
- Le retrait définitif de la réforme des retraites pour un système garantissant un départ à la retraite à 60 ans à taux plein,
- La revalorisation des accords professionnels pour les carrières dans les secteurs dits essentiels et très exposés (médico-social, éducation, commerce...).

Par ses politiques autoritaires, le gouvernement essaye de museler notre colère. Continuons le combat pour le retrait de ses lois liberticides et utilisons notre droit à la grève et à manifester. Face à ces attaques, les organisations syndicales et de jeunesse de l'Isère appellent à unifier la riposte en faisant de cette journée d'action une puissante journée pour faire entendre nos revendications !

Seule alternative
à la politique de ce gouvernement :
s'organiser pour gagner sur nos revendications
Toutes et tous mobilisé-es !



MANIFESTATION
JEUDI 4 FEVRIER 2021
RDV A LA GARE DE
GRENOBLE
10 H





Des Milliards d'argent public pour supprimer des emplois, C'est inadmissible !

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire due au Covid-19, aggravant la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques (chômage partiel), y compris dans la grande distribution et les entreprises du numérique, où les célèbres GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) ont vu leur chiffre d'affaires explosé pour donner suite aux mesures sanitaires.

La grande majorité des entreprises a saisi l'opportunité d'une baisse temporaire d'activité pour restructurer et accroître le niveau de productivité au moment de la reprise. Elles en ont ainsi profité pour supprimer des dizaines de milliers d'emplois et stopper ou non renouveler des milliers de contrats d'emplois précaires.

Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligés de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

Par ailleurs, la pauvreté se développe alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines et que dans le même temps, ce sont près de 30 milliards d'euros de dividendes qui ont été versés.

Notre système de santé subissant des années de rigueur budgétaires est au bord de l'asphyxie, quant aux services publics, garant de l'égalité d'accès aux besoins fondamentaux continuent à subir des coupes sombres aux détriments des personnels et de la population.

Le 4 février, ENSEMBLE, agissons ! il n'y a pas de fatalité, la CGT propose :

- L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi en cours ;
- La conditionnalité de toutes les aides publiques au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- La suppression des dividendes versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie et l'environnement ;
- Le développement des services publics sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont près de la moitié dans la santé et l'action sociale ;
- La réduction du temps de travail à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous ;
- Une autre réforme de l'assurance chômage avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- Une sécurité sociale professionnelle permettant un déroulement de carrière progressif quels que soient les aléas de la vie au travail ;
- Une revalorisation des salaires sur la base d'un Smic à 1800 euros brut, des retraites, des pensions et minima sociaux ;
- Un départ à la retraite pour toutes et tous à taux plein, à 60 ans.

Le 4 février, appel interprofessionnel et intersyndical

Grève et manifestations sur le département :

St Etienne : 10H30, RDV Bourse du travail jusqu'à la préfecture

Roanne : 10H30, RDV palais de justice jusqu'à la sous-préfecture



Pour la sortie de crise les salariés doivent être écoutés et protégés !

Pour que le monde d'après, soit un monde d'égalité et de justice sociale, économique et environnementale, l'intersyndicale de Haute-Loire appelle les salariés à se mobiliser.

Dans le contexte sanitaire actuel, le gouvernement multiplie les attaques liberticides. Ce n'est pas anodin : nos libertés, la conservation et l'obtention de nouveaux droits passent par une liberté d'action syndicale et revendicative.

La Covid a aggravé la crise économique, sociale et environnementale induite par les politiques d'austérité imposées depuis des décennies. Les inégalités et la précarité n'ont cessé d'augmenter, la destruction du service public (santé, énergie, éducation...) nous mène à une situation chaotique.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec ces politiques mortifères de casse de l'emploi, de pression sur les salaires, sur les conditions de travail et sur l'affaiblissement de la protection sociale.

Cette politique plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Par contre, les gagnants sont toujours les mêmes. Ainsi les entreprises les moins touchées par la crise sont celles qui profitent le plus d'aides publiques et des baisses d'impôts, tout en supprimant des milliers d'emplois pour accroître encore leur niveau de productivité. L'entreprise Michelin en est le parfait exemple sur notre région et département.

Nous devons absolument déconfiner les mobilisations et les mouvements sociaux pour imposer un véritable plan de sortie de crise.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

Pour sortir de la crise les salariés doivent être écoutés et protégés !

Les mobilisations des salariés avant la covid sur les réformes des retraites, du chômage et des personnels de santé ont obligé le gouvernement à reculer ! Nous devons maintenant le faire renoncer totalement à ces contre réformes.

Les milliards existent et Macron les a trouvés pour les entreprises. Il faut les obliger à utiliser cet argent pour sauver les emplois, les services publics, la sécu, notre système de retraite...

**Salariés du privé et du public,
jeunes et retraités, privés d'emploi,
Faisons du 4 février une journée
de grève interprofessionnelle
pour nos revendications**

Jeudi 4 février 2021

Manifestation à 10h30

Place Cadelade au Puy en Velay



POUR :

- ☞ Arrêter tous les plans de suppressions d'emplois et les licenciements,
- ☞ Conditionner les aides publiques au maintien de l'emploi,
- ☞ Pour nos emplois et notre planète, relocaliser les productions
- ☞ Développer massivement tous les services publics sur tous les territoires
- ☞ Abandonner le projet de retraite par points et de l'assurance chômage
- ☞ Revaloriser les salaires...



Le 4 février, ensemble, organisons la résistance sociale et faisons entendre nos revendications

L'année 2020 a été marquée par le développement de l'épidémie de Covid-19. Sous prétexte de combattre la « crise sanitaire », le gouvernement a pris des dispositions qui conduisent à transformer la crise épidémique en crise sociale, sanitaire, économique, écologique et démocratique. Les décisions gouvernementales conduisent à chaque annonce à plonger des milliers de personnes dans la précarité et la pauvreté. Elles sont de plus en plus nombreuses à ne plus pouvoir subvenir à leurs besoins essentiels et vitaux. Les rangs de celles et ceux privé·e·s d'emploi grossissent inexorablement.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule trop souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. **Tous les jours, un plan de suppression d'emplois est annoncé par des grands groupes pourtant peu impactés par la crise sanitaire et inondés d'aides publiques.**

Plutôt que de défendre les emplois existants, et de combattre le chômage en créant les emplois nécessaires tant dans le privé que dans le public, le gouvernement continue d'abreuver le patronat de centaines de milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales, **sans conditions de sauvegarde de l'emploi et sans aucune contrepartie.** Le gouvernement poursuit sa politique de démantèlement des services publics avec les suppressions de poste !

Au lieu d'assurer une protection sociale à toutes celles et tous ceux qui subissent le chômage et basculent de façon massive vers les minima sociaux et la pauvreté, le gouvernement veut imposer sa réforme de l'assurance chômage au 1er avril 2021. **Ce serait la double peine pour les plus jeunes, encore plus touché·e·s par le chômage et la précarité.**

Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligé·e·s de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

La pauvreté se développe alors que plus de 100 milliards d'euros ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles. Michelin en est l'exemple concret dans le Puy de Dôme.

Face aux multiples mobilisations et actions revendicatives, le gouvernement multiplie les lois liberticides

En créant de nouveaux délits pour les manifestants·e·s et celles et ceux qui s'organisent et se mobilisent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail **le gouvernement cherche à museler la population.** Les syndicalistes payent le prix fort de la répression et sont de plus en plus sanctionné·e·s et entravé·e·s dans leur activité militante sur les lieux de travail.

Le projet de loi sécurité globale et les décrets sur le fichage, le nouveau schéma national du maintien de l'ordre pour les manifestations, la loi de programmation pour la recherche et celle contre les « séparatismes » sont les nouvelles armes au service d'un gouvernement autoritaire et représentent de graves atteintes aux libertés essentielles pour les conquêtes sociales.

Licenciements, chômage, précarité, pauvreté ne sont pourtant pas une fatalité !

Tout est une question de choix, c'est pourquoi les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF rappellent leurs revendications :

- Au nom du principe du droit au travail, **arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois et création immédiate des emplois dans le privé et le public pour répondre aux besoins**
- **Aucune aide publique accordée aux entreprises sans maintien de l'emploi**, des embauches, et du développement du droit à la formation
- **Annulation dans l'éducation nationale, des 1883 suppressions d'emplois** nationalement dans le second degré (54 dans notre académie) alors que le nombre d'élèves augmente.
- **Défense et maintien de tous nos services publics** et arrêt des fermetures de services et d'établissements
- **Annulation de toutes les dispositions dérogatoires en matière de temps de travail, de congés, de repos hebdomadaires...**
- **Augmentation générale de salaires**, des pensions et des minimas sociaux ; augmentation conséquente de la valeur du point d'indice pour la fonction publique
- **Annulation définitive de la réforme assurance chômage et du projet de système unique de retraite par points**
- Ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale ; Ouverture du RSA aux moins de 25 ans pour les jeunes précaires
- **Retrait de la Loi de Programmation de la Recherche** et réel investissement dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche
- **Retrait des dispositions liberticides** : état d'urgence, loi sur la sécurité globale, décret sur le fichage, restrictions aux droits de réunion, de rassemblement, de manifestation et de grève.
- **Abandon des poursuites contre les militants syndicaux** poursuivis dans le cadre de leur activité syndicale.

Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF il ne peut y avoir ni confinement, ni couvre-feu pour l'action syndicale et la défense des revendications... Aussi elles appellent ensemble, dans la poursuite de la dynamique de mobilisation et de résistance, à une journée d'action pour les revendications jeudi 4 février 2021

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF décident d'organiser un rassemblement devant la préfecture du Puy de Dôme jeudi 4 février à 11h30 et appellent les salarié·e·s à y participer !

À l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF
RASSEMBLEMENT devant la Préfecture du Puy de Dôme
Jeudi 4 février 2021 à 11h30



POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE

Il n'y a pas de fatalité. Tout est une question de choix, c'est pourquoi la CGT propose des solutions concrètes et immédiates :

- **L'arrêt de tous les plans de suppressions d'emploi** en cours ou survenus durant l'année 2020 ;
- **La conditionnalité de toutes les aides publiques** au maintien ou à la création d'emplois et leur contrôle ;
- **La suppression des dividendes** versés aux actionnaires des grands groupes pour l'année 2020, soit l'équivalent de 60 milliards d'euros qui doivent être réorientés pour le social, l'économie, l'environnement ;
- **Le développement des services publics** sur l'ensemble du territoire par la création de 500 000 emplois dans la Fonction publique, dont près de la moitié dans la santé et l'action sociale ;
- **La réduction du temps de travail** à 32 heures sans perte de salaire pour travailler moins, mieux, toutes et tous ;
- **Une autre réforme de l'assurance chômage** avec l'ouverture de droits à toutes et tous, y compris pour les jeunes en recherche du premier emploi ;
- **Une sécurité sociale professionnelle** permettant un déroulement de carrière progressif quels que soient les aléas de la vie au travail ;
- **Une revalorisation des salaires** sur la base d'un Smic à 1800 euros brut et des pensions ;
- **La retraite** pour toutes et tous à 60 ans.

Ensemble agissons dans nos établissements, nos services, nos professions !

Avec L'Union Départementale CGT du Rhône et l'intersyndicale

(CGT/Solidaires/FSU/CNT/CNT SO/UNEF)

Construisons ensemble une grande mobilisation

JEUDI 4 FÉVRIER 2021

GRÈVE ET MANIFESTATION

11H MANUFACTURE DES TABACS

en direction de la place BELLECOUR

10V 69200

POUR UN MONDE PLUS JUSTE ET SOLIDAIRE



L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire due au Covid-19, aggravant la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques avec le recours au chômage partiel. Y compris dans la grande distribution et les entreprises du numérique, les célèbres GAFAM (Google, Facebook, Amazon...), alors que leur chiffre d'affaires a explosé suite aux mesures sanitaires !

La grande majorité des entreprises a saisi l'opportunité d'une baisse temporaire d'activité pour restructurer et accroître le niveau de productivité au moment de la reprise.

Elles en ont ainsi profité pour supprimer des dizaines de milliers de d'emplois. Et c'est sans compter les milliers de contrats d'emplois précaires qui sont stoppés ou non renouvelés. Ces décisions frappent l'ensemble de la population, mais particulièrement les plus jeunes qui sont obligés de compter sur ces emplois précaires pour financer leurs études ou pour acquérir une première expérience professionnelle.

Sur le département du Rhône, Sanofi, Renault Trucks, la SAD, General Electric, Famar, Carrefour mènent cette politique destructrice. Et la liste peut encore s'allonger si on ne fait rien...

La pauvreté se développe alors que **plus de 100 milliards d'euros** ont été dégagés en quelques semaines. Tous les grands groupes qui en ont bénéficié ont annoncé le versement de 30 milliards d'€ de dividendes tout en annonçant des suppressions d'emplois dans toutes les catégories professionnelles.

Des Milliards d'argent public pour supprimer des emplois, c'est inadmissible !

4 FEVRIER : MOBILISÉ·E·S POUR L'EMPLOI ET CONTRE LA PRECARITE

« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui
l'ont engendré » A. Einstein

Pour sauver l'inutile, le gouvernement sacrifie l'essentiel !

L'économie inutile,
c'est celle qui consiste
à accumuler du profit
pour :

- Les Actionnaires
- Les Banques
- Les Paradis fiscaux
- Les salaires des grands dirigeants
- Les GAFAM, les BIGPHARMA, les multinationales ...



L'économie essentielle c'est
celle qui contribue au bien
commun des travailleurs,
(étudiants, salariés, jeunes,
retraités, privés d'emplois).

- La santé : l'hôpital public, le sanitaire et social.
- Notre sécu maladie, retraite, chômage, famille.
- Nos Services Publics (Education, Energie, SNCF...)
- Redonner du sens au travail

En Savoie, par exemple, le plan de relance c'est des centaines de millions pour les entreprises, 200 000 € pour les 40 000 pauvres du département (5 € chacun) : **Révoltant !!!**

- ➔ Pour l'emploi dans l'industrie, la culture, le tourisme, les petits commerces ... en interdisant les licenciements, en imposant les 32h..., pour les salaires,
- ➔ Pour le développement de nos services publics, la retraite à 60 ans et l'indemnisation de tous les privés d'emploi,
- ➔ Pour une autre répartition des richesses et faire cesser ce véritable holdup de la finance qui détourne des centaines de milliards d'argent public,
- ➔ Pour nos libertés (loi sécurité globale, couvre-feu) : *seul le travail est autorisé*
- ➔ La lutte environnementale.

Soyons en nombre en grève, mobilisé(e)s dans le respect des gestes barrières.

JEUDI 4 FÉVRIER 2021 à 14H
PALAIS JUSTICE DE CHAMBÉRY

Toutes et tous, ensemble, mobilisé-es le 04 février



Les organisations CGT, FSU, Solidaires, FCPE, UNEF, UNL, MNL, FIDL se sont réunies en intersyndicale en cette fin d'année, marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Nos organisations décident d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité.

Ce processus s'appuiera sur les mobilisations professionnelles déjà programmées à l'instar des appels de la santé le 21 janvier, de l'éducation nationale le 26, de l'énergie le 28, engagés également pour la défense et le développement du service public.

Dans ce contexte, et ce n'est pas anodin, les attaques liberticides du gouvernement se multiplient.

Nos organisations continuent de les combattre.

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions de postes, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

La réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent de construire le monde de demain et de réinventer l'organisation du travail libérée de la domination capitaliste.

C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons !

C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU, Solidaires, FCPE, UNEF, UNL, MNL, FIDL proposent un processus de mobilisations et initiatives dès le mois de janvier. Des déploiements locaux, des tractages et des assemblées générales doivent se tenir sur les lieux de travail et dans les territoires.



Jeudi 21 Janvier

Santé / Action sociale

Samedi 23 Janvier

**Mobilisation devant
l'Assemblée Nationale contre
les plans de licenciements
départs de Lyon et Grenoble**

inscription23grenoblelyon@gmail.com

Mardi 26 Janvier

**Éducation Nationale
Manif 14 H Préfecture**

Jeudi 28 Janvier

Énergie

Samedi 30 Janvier

**Contre la Loi
Sécurité Globale
Rassemblement
14 H - Préfecture Annecy**

JEUDI 4 FÉVRIER

**ACTION NATIONALE
MOBILISATION
INTERSYNDICALE**

9H30 ANNEMASSE - Gare SNCF

**14H00 ANNECY
PRÉFECTURE**

Les organisations appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.



La montagne ça te coûte !

Pas nés pour subir ?

Envie de vivre pas de survivre ?

Marre de galérer dès le 10 du mois ?

**Le 4 février 2021 de 10h à 12h
sur le parvis de la gare d'Annemasse**

Viens exprimer ta colère

Avec la CGT : contre la vie chère, pour du logement accessible

Ensemble faisons entendre notre voix



